

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule déchets
4 avenue de la gare
BP 132
48005 Mende Cedex

Mende, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL

20 RUE DE LA DRAINE
48000 Mende

Références : -
Code AIOT : 0006602540

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL implanté ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 Mende. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection inopinée dans le cadre l'action régionale incendie. De ce fait, M. Bestion, interlocuteur principal avec l'inspection, n'était pas présent le jour de la visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL
- ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 Mende

- Code AIOT : 0006602540
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de tri, transit et traitement de déchets non dangereux exploité par l'entreprise Environnement Massif Central exerce plusieurs activités de tri et traitement de produits plastiques, de transit de VHU, de déchets verts et de production de combustible solide de récupération.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
7	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Implantation – Aménagement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
9	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1	Sans objet
10	Dispositifs de	Arrêté Ministériel du 06/06/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	rétenition des pollutions accidentelles	article 11	
11	Dispositifs de rétenition des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11. IV	Sans objet
12	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	Sans objet
13	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'est pas doté de réserves de sable meubles pour la lutte contre l'incendie. Toutefois, il dispose de matériaux inertes, mais ceux-ci ne sont pas destinés à étouffer un incendie.

Cependant, l'exploitant déclare que la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie n'est pas requise pour les risques présents sur le site.

De ce fait, il est demandé à l'exploitant de fournir des justificatifs le démontrant sous un délai d'un mois. Le cas échéant, des justificatifs seront attendus sur la présence d'un personnel formé à l'utilisation de ces matériaux inertes et des moyens matériels nécessaires à leur manutention. Par ailleurs, le Plan d'Opération Interne (POI) doit être complété concernant les dispositifs d'obturation des bassins de rétenition :

- seuls 3 des 5 dispositifs d'obturation sont mentionnés ;
- l'implantation des dispositifs n'est pas mentionnée ;
- les modalités de leur fonctionnement ne sont pas décrites.

Il est demandé à l'exploitant de compléter le POI sous un mois et de le retransmettre aux services d'intervention et de secours.

Les non-conformités constatées peuvent être régularisées rapidement et font donc l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Implantation – Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.

<p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès suffisamment dimensionné pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Le site dispose d'une clé pompier et d'un « accès pompier » au niveau du portail d'entrée principale pour permettre, en tout temps, un accès à l'installation.</p> <p>Les voies d'engins et de circulation ne sont pas encombrées et sont accessibles.</p> <p>Les bâtiments sont équipés de trappe de désenfumage. Le dimensionnement de ces dernières n'a pas été contrôlé lors de la visite terrain.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Plan d'Opération Interne (POI) est présenté, dans sa version du 18 juillet 2024.</p> <p>Le POI présente les plans d'évacuation et d'intervention des différents bâtiments et aires du site, ainsi que les fiches réflexes destinées notamment aux services d'incendie et de secours. Ces fiches d'information comportent une description des risques majeurs, des matières et des volumes stockés, ainsi que les moyens d'intervention à proximité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le POI présenté, le positionnement des 129 extincteurs répartis sur le site est indiqué. Un rapport de contrôle, datant de juillet 2024 et réalisé par la société SLMI, concernant les extincteurs du site est présenté.</p> <p>Par sondage, plusieurs extincteurs sont vérifiés, confirmant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le contrôle, daté du 29 juillet 2024 ; - qu'ils sont facilement repérables et accessibles.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Points d'eau incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures.</p> <p>Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Plan d'Opérations Internes (POI) présenté identifie et indique six poteaux d'incendie. Ces</p>

poteaux sont complétés par quatre nouveaux poteaux d'incendie sur l'extension du site, au niveau du bâtiment B7 et de sa plateforme. Ces poteaux sont alimentés par le lac de Charpal via le réseau d'eau brute équipant la Zone d'Activités Économiques (ZAE) du Causse d'Auge, où le site est implanté.

Le site dispose également de deux cuves d'eau de 350 m³ et 250 m³, utilisées comme réserve d'eau, situées à proximité des bâtiments B3 et B3bis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique

Prescription contrôlée :

[...]

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;

[...]

Constats :

Le site dispose de 44 caméras thermiques pour la détection des départs d'incendie, en plus des caméras de surveillance, et d'une alarme incendie, dissociée de l'alarme intrusion. La télésurveillance et la vidéosurveillance et le contrôle des alarmes sont assurées par les sociétés PANTERA et VISIONOTE.

L'implantation de ce système est reportée dans le Plan d'Opérations Internes (POI).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Réserve de sable

Prescription contrôlée :

[...]

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre l'incendie contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

[...]

Constats :

Le site n'est pas doté de réserves de sable meuble pour la lutte contre l'incendie.

Par ailleurs, le site dispose de matériaux inertes, mais ceux-ci ne sont pas destinés à étouffer un incendie.

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit doter les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés et en quantité adaptée au risque.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1
Thème(s) : Risques accidentels, Utilisation Matériaux inertes
Prescription contrôlée : [...] <p>« Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité. »</p>
Constats : L'exploitant déclare que la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie n'est pas requise pour les risques présents sur le site. Par conséquent, l'exploitant doit démontrer que la présence de matériaux inertes n'est pas nécessaire pour étouffer un incendie. Le cas échéant, l'exploitant devra justifier de la présence en nombre suffisant de personnes formées au transport et à l'utilisation de matériaux inertes, ainsi que d'un matériel adapté pour la réalisation des manœuvres nécessaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit démontrer que la présence de matériaux inertes n'est pas requise pour étouffer un incendie. Dans le cas où l'exploitant n'est pas en mesure de le démontrer, sous un délai de 2 mois, l'exploitant doit justifier de la présence en nombre suffisant de personnes formées au transport et à l'utilisation de matériaux inertes et d'un matériel adapté pour la réalisation des manœuvres nécessaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 8 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

« L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

« Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

« Il comprend au minimum :

« - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

« - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

« - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

« - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

« - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

« - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

« - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

« - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

« - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

« - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.»

Constats :

Le plan d'opération présenté, dans sa version du 18 juillet 2024, comporte un plan de défense contre l'incendie qui a été transmis aux SDIS.

Il comprend notamment :

- Les schémas d'alarme et d'alerte ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation ;
- les modalités d'accueil et d'accès des services incendie et de secours en périodes ouvrées et fermées ;
- les plans de situation des réseaux d'alimentation, des ressources en eau et de collecte, ainsi que des bassins de rétention ;
- les plans du site et l'implantation des moyens de protection contre l'incendie ;
- une liste du personnel formé pour intervenir en cas d'alerte. De plus, les attestations de formation, datées du 2 octobre 2024, sont présentées.

Cependant, les manœuvres d'isolement des ouvrages permettant la sectorisation des rétentions des bassins ne sont pas complètes. Dans la version du POI présentée, sur les 5 bassins de rétention utiles actuellement sur le site, seules les manivelles des vannes guillotine des bassins n°1, n°2 et n°5 sont mentionnées, mais l'emplacement de ces obturations ou les modalités de leur fonctionnement ne sont pas détaillées, notamment pour les bassins n°3 et n°4.

Par ailleurs, l'inspection précise qu'il faudra mettre à jour le POI en incluant notamment les nouvelles installations de surtri du bâtiment B7, ainsi que les nouvelles procédures de fermeture des vannes des bassins de rétention, et le retransmettre aux SDIS.

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 10-1 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit préciser les emplacements et les modalités de fonctionnement des dispositifs d'obturation de l'ensemble des bassins de rétention et retransmettre le POI aux services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie

Prescription contrôlée :

[..]

« Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

« Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

« Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes

rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.
[...]
Constats : L'exploitant déclare réaliser des exercices annuellement. Il est présenté un compte rendu d'exercice incendie, daté du 10 avril 2025, réalisé en interne. Cet exercice comporte deux mises en situation : l'une sur le déclenchement de l'alarme d'évacuation en situation de nuit, l'autre sur un départ de feu non maîtrisable dans le bâtiment B5. Les observations portent notamment sur le manque d'automatisme du personnel dans les actions à entreprendre en situation d'urgence. L'exploitant prévoit de reconduire ces exercices. Il est donc demandé de fournir un plan prévisionnel des exercices.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement externe
Prescription contrôlée : [...] Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque que des matières dangereuses sont stockées. [...] En cas de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces systèmes. [...]
Constats : Les matières canalisées sont collectées de manière gravitaire, puis convergent vers l'un des 5 bassins de rétention du site. Ces bassins sont équipés d'un dispositif d'obturation manuel. L'entretien des bassins est effectué au minimum de manière hebdomadaire, ainsi qu'un curage des débourbeurs-déshuileurs par le personnel du site. Lors de la visite sur le terrain, il est constaté notamment l'état satisfaisant d'entretien et de maintenance du bassin sud. Il faut noter que la visite a lieu après un épisode pluvieux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11. IV
Thème(s) : Risques accidentels, dimensionnement capacité de rétention
Prescription contrôlée : [...] Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
Constats : L'exploitant dispose des rétentions étanches suivantes, qui sont justifiées dans le POI : <ul style="list-style-type: none">• le Bassin de Rétention 1 (BR1), d'un volume utile de 700 m³, associé aux bâtiments B1, B2, B6 et à la zone VHU, pour un besoin de 350 m³ + 165 m³ environ ;• le BR2 associé au bâtiment B5 et à la plateforme sud, d'un volume utile de 1000 m³ pour un besoin de 840 m³ ;• le BR3 associé aux bâtiments B3 (besoin de 715,7 m³), B4 (besoin de 883 m³ + 815 m³, mais partagé entre BR3 et BR4) et à la plateforme Est, d'un volume utile de 720 m³ ;• le BR4 associé aux bâtiments B3bis (besoin de 1275 m³, mais dispose de rétentions, au sein du bâtiment B3bis, d'une capacité totale de 275 m³), B4 (besoin de 883 m³ + 815 m³, mais partagé entre BR3 et BR4) et à la plateforme Ouest, d'un volume utile de 1050 m³ ;• le BR5 associé à l'extension (besoin de 1040 m³), d'un volume utile de 1050 m³ ;• le BRDEEE associé au bâtiment DEEE (besoin de 165 m³), d'un volume utile de 165 m³. Les bassins sont donc suffisamment dimensionnés pour accueillir la somme des volumes d'eau et de produits libérés éventuels. Cependant, les bassins ne sont pas équipés de repères ou de dispositifs pour évaluer la capacité disponible à tout instant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que

les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.
<p>Constats :</p> <p>Les consignes générales de sécurité et en cas d'urgence sont présentées. Elles sont intégrées dans le livret d'accueil, daté de 2024. Elles mentionnent notamment la conduite à tenir sur le site en cas d'incendie, d'accident ou de déversement, ainsi que les règles à suivre pour éviter les incidents ou accidents, notamment en ce qui concerne le risque incendie.</p> <p>La procédure de nettoyage du bâtiment B3 (PR-QSE-002, datée du 27 février 2023) est présentée. Cette procédure a pour objet de clarifier les rôles et responsabilités des opérateurs et responsables pour le nettoyage du bâtiment B3. Elle intervient suite à la mise en application du décret du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes ou rejets de granulés de plastique industriel.</p> <p>Il est également présenté la consigne « sensibilisation : l'incendie » sur la conduite à tenir en cas d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]« En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets. » (Applicable à compter du 1er janvier 2025)</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est présenté les registres de stockage des bâtiments B5 et B3. L'état des stocks est réalisé de manière hebdomadaire.</p> <p>Sur le terrain, il est constaté que les stockages sont limités à environ 3 mètres de hauteur. Cette limite est également mentionnée dans les consignes du livret d'accueil présenté. De plus, aucun bâtiment à usage d'habitation n'est présent à moins de 100 mètres des déchets entreposés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite